



En hausse Le Pérou

Le produit intérieur brut (PIB) du Pérou a progressé de 6,38 % en décembre 2009, la plus forte progression en 14 mois, permettant au pays d'afficher, sur 2009, une croissance de 1,12 %.



En baisse Les carburants

La consommation de carburants des automobilistes a reculé en France de 7,6 % en janvier sur un an, a annoncé lundi 15 février l'Union française des industries pétrolières (UFIP).

5 milliards, c'est le nombre de clients de téléphonie mobile qui devrait être atteint dans le monde en 2010 grâce à la croissance du marché dans les pays en développement, selon une étude publiée de l'Union internationale des télécommunications (ITU). On dénombrait déjà 4,6 milliards de clients en 2009.

Le risque d'une rechute économique se précise

Croissance anémique en Europe, dettes record, menace inflationniste... les mauvais indicateurs s'accumulent

A-t-on cru à tort, ou trop tôt, au retour de la croissance mondiale ? Les dernières statistiques de la zone euro ont fait l'effet d'une douche froide. Au quatrième trimestre 2009, l'économie européenne n'a augmenté que de 0,1 %. Pour les économistes de Natixis, une « interruption de la reprise » avec un gel du commerce mondial, au premier trimestre n'est pas impossible. Autrement dit le scénario d'une reprise en « W » pourrait se concrétiser.

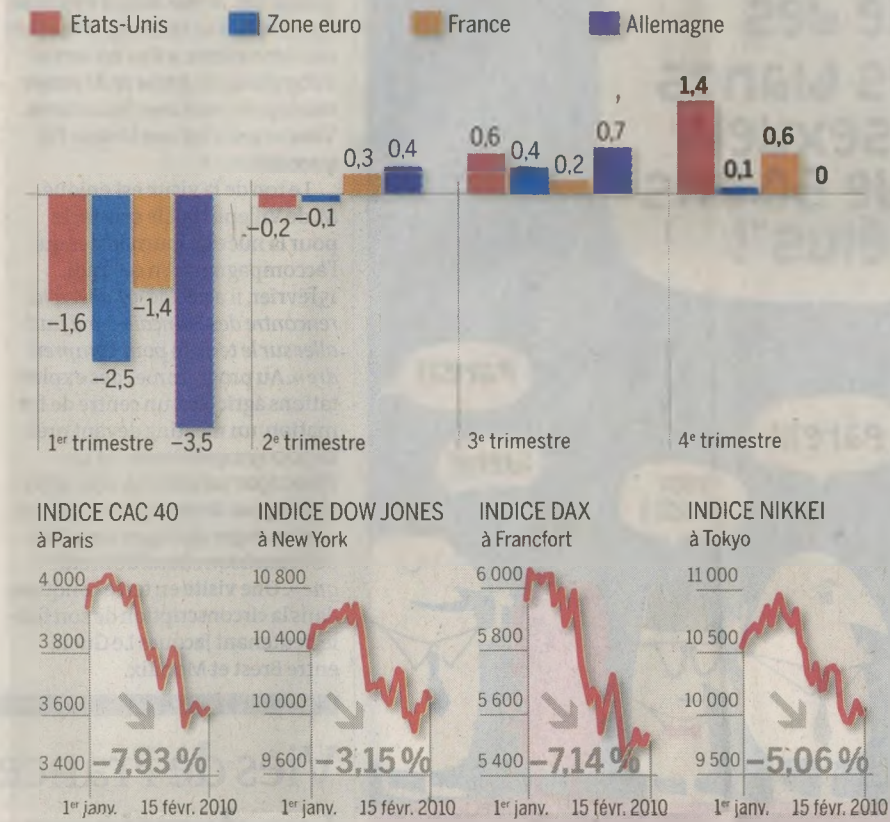
Cette rechute est d'autant plus vraisemblable que « l'on arrive à la limite des politiques de relance keynésiennes par les déficits publics », observe Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. La grave dérive budgétaire de la Grèce a en effet révélé la menace que fait planer l'endettement démesuré de certains pays.

A ce jour, 2 900 milliards de dollars (2 122 milliards d'euros) d'argent public ont été dépensés dans le monde pour relancer les économies. Selon le Fonds monétaire international (FMI) la dette moyenne des pays du G20 devait passer de 99 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2009, à 107 % en 2010 et 118 % en 2014.

« Les marchés jugent avec inquiétude la solvabilité des Etats qui ont sauvé l'économie privée mais au détriment d'un endettement public colossal », note l'économiste Philippe Brossard, président de Macrorama. Les menaces s'accumulent tandis que les marges de manœuvre se réduisent.

La mise en œuvre de politiques de rigueur. Sous la pression des marchés et des agences de notation, les gouvernements se voient contraints d'annoncer des mesures

Le rebond tant attendu montre des signes de faiblesse PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, en 2009, en %



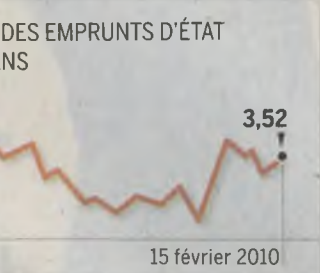
d'austérité, au risque d'hypothéquer une reprise déjà fragile.

« La situation est ingérable », juge Henri Sterdyniak, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Selon l'économiste, un plan de rigueur fondé sur des hausses d'impôts et des réductions de dépenses représentant 1 % du PIB, « c'est 1 point de croissance en moins ».

Une politique restrictive risque en effet de faire chuter la demande et « d'engendrer une longue période de croissance médiocre », affirme M. Sterdyniak. Le FMI a d'ailleurs mis en garde les Etats contre un arrêt trop rapide des stimuli qui pourrait faire replonger l'économie. En outre, une politique d'austérité contribue, en ralentissant la croissance, à diminuer les recettes

fiscales, censées renflouer les caisses des Etats.

Le danger d'un krach obligataire. Pour sauver les banques, soutenir la croissance, aider les ménages et les entreprises, les Etats se sont endettés. Et pour s'endetter, ils ont massivement emprunté sur les marchés. Selon l'agence de notation financière Moody's, la dette souveraine mondiale a atteint, en



SOURCES : EUROSTAT, BLOOMBERG

2009, 49 500 milliards de dollars. Plus de trois fois le PIB américain !

Ces titres de dette, considérés comme une valeur refuge, ont d'abord été plébiscités par les investisseurs. Mais avec la crise de la Grèce, après celle de Dubai, « le marché a pris conscience que le défaut d'un Etat était chose possible », indique Jean-François Robin, spécialiste du marché de taux chez Natixis.

Le beau temps et la déréglementation ont préservé l'Australie des déficits

L'AUSTRALIE fait partie des rares pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), comme la Corée du Sud ou la Pologne, qui n'ont pas basculé dans la récession.

Il est même la seule des économies avancées à avoir résisté à la crise. En novembre 2009, les experts de l'OCDE prévoyaient que son produit intérieur brut (PIB) serait en hausse de 0,8 % sur l'année, quand ils tablaient sur -3,5 % pour le reste des pays concernés.

Il est question de revoir cette croissance à la hausse pour 2009 et pour 2010 - l'Australie pourrait approcher les +3 %, au lieu des +2,4 % annoncés.

L'Australie est proportionnellement le pays le moins endetté, puisque sa dette rapportée au PIB est de 15,9 %, tandis que celle de la France atteint 84,5 % et celle de la Grèce, 114,9 %. Son taux d'inflation est sage (1,6 %) et son chômage, raisonnable (5,7 %). Ce n'est qu'en 2009 que le déficit de ses comptes publics est apparu et a atteint 4 % du PIB - celui de nombreux pays industrialisés dépasse les 10 %. La banque centrale australienne a été la première, en novembre 2009, à remonter ses taux pour éviter un retour de l'inflation.

Pour une part, l'Australie a eu de la chance. Située pas trop loin de l'Asie orientale, elle a profité du

dynamisme de celle-ci et surtout de l'appétit de la Chine pour ses matières premières. Son charbon et son minerai de fer représentent le principal de ses exportations. Grâce à une météo redevenue normale, la superbe récolte de céréales et un cheptel en bonne forme lui ont permis de vendre à tout-va.

Bon élève de l'OCDE

D'un autre côté, c'est à elle-même que l'Australie doit sa remarquable résistance. A partir de 1995, ses gouvernements - travaillistes comme libéral - ont conduit une politique de déréglementation et fait la chasse aux distorsions de concurrence, ce que

salue le rapport de l'OCDE « *Review of Regulatory Reform Australia 2010* », publié lundi 15 février.

Ce rapport estime que cette politique a « contribué au bond spectaculaire de la productivité des années 1990 qui (...) a augmenté le PIB de l'Australie d'au moins 2,5 %, soit 20 milliards de dollars [australiens, soit 13,1 milliards d'euros] ». Commentant le document, Stéphane Jacobzone, économiste à l'OCDE, estime que « les Australiens ont passé à la paille de fer leurs réglementations fédérales et locales, par exemple afin de séparer la gestion et l'exploitation des infrastructures de transport ». « En fait, ajoute-t-il, ils ont

conduit cette libéralisation de leur propre chef et de façon coordonnée, alors que la France se l'est vue demander par Bruxelles. Et quand ils ont dégagé des surplus, ils ne les ont pas dépensés, mais les ont utilisés pour se désendetter. »

Le rapport conclut que les effets bénéfiques de ces réformes s'épuisent. Il préconise que l'Australie reparte de l'avant en supprimant notamment les incohérences entre les législations de l'Etat fédéral et celles des Etats fédérés. En très bon élève qu'il est, le gouvernement de Canberra a répondu, le jour même, qu'il était d'accord avec ces prescriptions. ■

Alain Faujas

La BCE et l'Allemagne exigent davantage d'efforts de rigueur de la part de la Grèce

Bruxelles a donné quinze jours à Athènes pour s'expliquer sur des opérations réalisées avec la banque Goldman Sachs au début des années 2000

Bruxelles, bureau européen

Le ministre grec des finances, Georges Papaconstantinou, a certes tenté de résister. Mais les grands argentiers de la zone euro ont donné, lundi 15 février à Bruxelles, un mois à la Grèce pour qu'elle décide de nouvelles mesures d'assainissement de ses comptes publics. « Elles devront être prises si les risques pesant sur le redressement des comptes se confirment », a précisé Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, à l'issue d'une réunion des ministres des finances de la zone euro.

Un rapport d'étape sera fait le 16 mars dans le cadre des procédures inédites mises en place par

l'Union européenne (UE) pour superviser le redressement grec. Objectif : être certain que le gouvernement dirigé par George Papandréou prenne toutes les décisions pour ramener, dès l'année 2010, son déficit à 8,7 % du produit intérieur brut (PIB), soit 4 points de moins qu'en 2009.

Les mesures additionnelles réclamées par les Européens pourraient prendre la forme d'une hausse de la TVA, et des taxes sur l'énergie. Des nouveaux prélèvements sur les produits de luxe et les autos pourraient de surcroît être mis en place, selon une recommandation que les Vingt-Sept devaient adopter, mardi 16 février.

Le délai de trente jours accordé à Athènes est un compromis entre

ceux qui estiment, comme en France, que l'effort demandé aux Grecs est d'ores et déjà considérable pour un pays en récession, et ceux qui veulent, comme en Allemagne, forcer le gouvernement grec à durcir encore l'assainissement des comptes publics.

Du côté des « faucons »

La Banque centrale européenne (BCE) s'est rangée du côté de ces « faucons », partisans d'une ligne dure : elle exige, d'après nos informations, que le déficit soit réduit de 5,25 points de PIB dès 2010, alors que les Etats ne demandent, à ce stade, qu'un effort de 4 points.

Un peu avant la réunion, M. Papaconstantinou, le ministre grec des finances, avait expliqué

que les marchés n'attendent « pas de nouvelles mesures d'économie ». Pour lui, il s'agit plutôt de préciser les modalités d'un éventuel plan d'aide à son pays : « Ce qui arrêtera les marchés dans leur attaque de la Grèce, c'est un message supplémentaire, plus explicite, qui rende opérationnel ce qui a été décidé le 11 février lors du Conseil européen. »

Chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient contentés ce jour-là d'un soutien politique, en s'engageant à prendre « des mesures déterminées et coordonnées, si nécessaire, pour préserver la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble ».

Dans la soirée, les ministres des finances se sont bien gardés de préciser quels seraient les outils à leur

disposition pour tenir cet engagement de principe.

Car les avis divergent toujours au sujet des modalités d'un éventuel plan de soutien à la Grèce. « Nous sommes confrontés à un gros problème allemand », dit une source européenne. D'après elle, « aucune réponse ne sera formulée, tant que le problème ne se pose pas ». « Il ne serait pas sage d'avoir une discussion publique sur de tels instruments, mais si ces instruments sont nécessaires, vous pouvez être sûrs que nous en disposerons », a assuré M. Juncker, lundi.

Les dirigeants européens espèrent avoir gagné quelques semaines. La prochaine période critique est attendue, d'après les experts, fin mars-début avril, au moment

Pour les plus pessimistes, cette défiance pourrait se propager à d'autres pays jusqu'à provoquer « un choc de confiance », indique Anton Brender, économiste chez Dexia AM. Autrement dit un krach obligataire, qui se traduirait par l'envolée des taux d'intérêt des emprunts souverains.

Si peu d'experts vont jusqu'à valider ce scénario extrême, les tensions sur le marché obligataire ne sont pas sans conséquences pour le financement de l'économie. La hausse des taux des emprunts d'Etat se répercute sur le marché des emprunts privés et grippe ainsi un accès aux crédits pour les entreprises.

Une consommation déprimée. Maintien d'un chômage élevé, remontée des prix du pétrole, épargne de précaution, et surtout, retrait des dispositifs de relance : la consommation privée, artificiellement dopée en 2009 via des baisses d'impôts ou des mesures exceptionnelles comme la prime à la casse, devrait marquer le pas en 2010. La crise de la dette grecque n'a fait que raviver les inquiétudes des ménages qui redoutent les hausses d'impôts inévitables pour combler les déficits publics.

« Il faudra peut-être attendre deux ans avant de voir une reprise spontanée de la demande intérieure », prédisent les économistes de Natixis qui pointent le « risque d'un "trou" après le retrait des politiques économiques stimulantes ». **Le spectre de l'inflation.** Après des mois de baisse des prix, la désinflation devrait s'interrompre en 2010, sous l'effet, notamment, de la remontée des prix du pétrole. Pour les pays occidentaux, il ne s'agirait toutefois pas d'une mauvaise nouvelle. Car l'inflation est une aubaine pour les emprunteurs, comme les Etats : elle permet mécaniquement de réduire la facture de leur dette. Le FMI a d'ailleurs suggéré aux banques centrales d'être moins orthodoxes et de relever leur objectif d'inflation.

Du fait d'une croissance molle, l'inflation en Europe ou aux Etats-Unis, devrait de toute façon rester contenue. En revanche, un emballement des prix n'est pas impossible dans les pays émergents. Pour éviter la surchauffe de leurs économies les Etats pourraient alors freiner leur expansion « et casser la reprise mondiale. C'est cela la vraie menace », estime Michel Didier, économiste chez COE-Rexecode. ■

Claire Gatinois et Marie de Vergès

où la Grèce devra se refinancer sur les marchés.

D'ici là, la Commission européenne a donné quinze jours à la Grèce pour qu'elle s'explique sur les instruments financiers qu'elle a utilisés, sur le conseil de la banque américaine Goldman Sachs au début des années 2000, pour enjoliver les comptes du pays. « Les instruments utilisés étaient autorisés à l'époque », a indiqué M. Papaconstantinou : « Ce type de contrats n'est plus légal aujourd'hui, et la Grèce ne les utilise plus. »

Eurostat, l'Office européen des statistiques dont la Commission suggère de renforcer les pouvoirs d'audit, n'avait jamais été mis au courant de ces pratiques. ■

Philippe Ricard